




Les start-up doivent grandir pour compter

Pour créer de l'emploi et répondre au défi du chômage, elles doivent changer d'échelle et se transformer en ETI.

MARIE-CÉCILE RENAULT

 @Firenault

ENTREPRISE Les start-up, c'est bien. Mais insuffisant pour remédier au chômage de masse. Car ce sont essentiellement les entreprises de taille intermédiaire (ETI) qui créent l'emploi. Malheureusement, celles-ci ne sont que 5000 en France, contre 10 000 en Grande-Bretagne et 12000 en Allemagne. Grandir, grossir, croître, faire en sorte que les start-up changent d'échelle et deviennent de véritables ETI, est donc un impératif. C'est en tout cas l'ambition des quelque 300 entrepreneurs de l'association CroissancePlus qui étaient réunis ce week-end à La Baule pour leur « Spring Campus » annuel. À l'image de Visio-med, leader français de l'électronique médicale nouvelle génération, inventeur du thermomètre sans contact ThermoFlash, qui s'est vu décerner le prix de la « scale-up » de l'année, récompensant les entreprises à forte croissance réalisant plus de 10 millions d'euros de chiffre d'affaires.

« La loi El Khomri, un énorme rendez-vous manqué »

NICOLAS D HUEPPE, PDG DE CELLFISH
ET VICE-PRÉSIDENT DE CROISSANCEPLUS

« La suite logique d'une start-up c'est le passage à la "scale-up", entreprise qui a prouvé la pérennité de son business model et nourrit de fortes ambitions de développement et d'emplois, explique Jacky Lintignat, directeur général de KPMG France. Ces entreprises se caractérisent par des levées de fonds, leur capacité à accéder à une dimension internationale, à diriger des managers, à passer du chef de bande au véritable leader, à structurer l'organisation et le management tout en conservant un esprit entrepreneurial fondé sur l'innovation et la prise de risques. »

Mais ce chemin vers la croissance reste semé d'embûches. Si la France est championne de la création d'entreprise, il reste difficile d'y grandir. Après sept ans d'existence, alors qu'une entreprise a multiplié en moyenne son chiffre d'affaires par 60 aux États-Unis, 35 en Grande-Bretagne et 30 en Italie, elle n'aura que triplé en France, rappelle CroissancePlus.

« La région de Grenoble est un puits artésien de génie informatique. On y a déversé 15 milliards d'euros depuis les années 1990. Mais combien avons-nous créé de Cisco? », interroge Nicolas Dufourcq, président de Bpifrance. « Depuis vingt ans, on a fait beaucoup de bonsais en France mais peu



de Cisco, malgré l'argent déversé. On a trop éparpillé les fonds sur de petites boîtes», déplore-t-il.

Fiscalité excessive et poids de la dépense publique, coût du travail, lourdeur du Code du travail, culture de la rente... Les maux tricolores sont bien connus. «Les entreprises françaises ont des charges et une fiscalité 40 % supérieures à leurs concurrentes allemandes», rappelle Nicolas d'Hucppe, PDG de Cellfish et vice-président de CroissancePlus. Ce qui pousse un chef d'entreprise comme François Bergerault, cofondateur de L'Atelier des Chefs (120 salariés), à envisager d'ouvrir de nouveaux ateliers à Londres avant d'en ouvrir d'autres en province.

Après avoir soutenu la loi El Khomri, qui aurait pu être un accélérateur de croissance, les entrepreneurs se désolent, comme Nicolas d'Hucppe, de «cet énorme rendez-vous manqué». Beaucoup sont interloqués par cette frange de la jeunesse qui manifeste par crainte des licenciements, alors que l'une de leurs difficultés majeures est justement d'embaucher. «Nous cherchons à recruter en permanence, car nos bons éléments se font chasser», explique Héléne Saint Loubert, fondatrice de Grenade & Sparks (70 salariés), une agence de pub digitale, dont l'un des salariés vient d'être débauché à prix d'or par un groupe américain. «Mon plus gros problème



pour grossir aujourd'hui, c'est de réussir à recruter. J'ai du mal à trouver des ingénieurs informatiques mais aussi des commerciaux et des consultants», constate Emmanuel Olivier, directeur général d'Esker. Prix «coup de cœur» de CroissancePlus, cette société spécialisée dans la déma-

térialisation de documents veut pourtant recruter 50 personnes cette année.

Au final, si la France a su se doter de leaders mondiaux et créer des start-up, elle doit désormais promouvoir ses entreprises de taille intermédiaire, le chaînon manquant! ■

Fondé en 2004 par Nicolas (à gauche) et François Bergerault, L'Atelier des Chefs compte aujourd'hui 120 salariés.